



20.028

**Förderung von Bildung,
Forschung und Innovation
in den Jahren 2021–2024****Encouragement de la formation,
de la recherche et de l'innovation
pendant les années 2021–2024***Fortsetzung – Suite*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.06.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.09.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.09.20 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 22.09.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 25.09.20 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Block 2 (Fortsetzung) – Bloc 2 (suite)

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Nous en étions restés au bloc 2. Je vais aborder quelques points qui ont fait l'objet de discussions la dernière fois que vous avez traité ce dossier. Nous commençons par le projet 5. A l'article 4 alinéa 1 de l'arrêté fédéral, le Conseil fédéral vous propose de suivre la minorité II (Keller Peter). Les hautes écoles jouissent d'une grande autonomie en matière d'enseignement et de recherche. Elles traitent déjà en profondeur les thèmes liés au développement durable, dans l'enseignement, la recherche, la formation continue ainsi que dans le contexte de leur fonctionnement. Le financement est assuré de manière générale par le biais de la contribution financière du domaine des écoles polytechniques fédérales et des instruments d'encouragement prévus dans la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles. Il s'agit par exemple des subventions de base, des contributions aux investissements, des contributions liées au projet. Le développement durable est soutenu de manière spécifique depuis 2013 par le biais des contributions liées à des projets. Le projet déposé pour la période 2021 à 2024, "Développement durable dans les hautes écoles suisses – projets étudiants (U Change)", pour lequel 2,5 millions de francs ont été demandés, prend largement en compte le thème du développement durable. Conformément à la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, les contributions liées à des projets sont destinées à des projets dans l'enseignement et non pas à des projets de recherche orientés vers des applications. Or la proposition relative à l'aménagement du territoire demande plus de moyens pour la recherche orientée vers les applications. La décision relative aux contributions liées à des projets relève, il faut le rappeler, de la compétence de la Conférence suisse des hautes écoles.

Concernant le projet 6, l'arrêté fédéral ouvrant des crédits pour la coopération internationale en matière d'éducation et pour les bourses allouées à des étudiants et artistes étrangers pendant les années 2021 à 2024, le Conseil fédéral vous prie de suivre la majorité de la Commission des finances du Conseil national, et la position du Conseil des Etats.

Le Conseil fédéral reconnaît l'importance d'encourager la mobilité, les échanges internationaux. La création de l'agence Movetia, en activité depuis 2017, a développé le domaine de la mobilité et s'est avérée extrêmement pertinente. La mobilité internationale est financée par différentes sources. Parallèlement aux programmes financés par la Confédération, les cantons et le secteur privé sont également très actifs dans ce domaine. Le Conseil fédéral entend toutefois renforcer les programmes de mobilité et de coopération. Outre l'allocation du montant proposé, qui augmenterait en cas de levée du blocage des crédits, la base légale applicable en la matière fait actuellement l'objet d'une révision totale. C'est grâce à cette nouvelle loi que le Conseil fédéral entend améliorer les conditions-cadres des échanges et de la mobilité, et non en allouant plus de moyens.



Des procédures plus dynamiques, qui répondent mieux aux attentes des bénéficiaires, devraient permettre d'atteindre les objectifs fixés sans augmenter le montant du crédit.

Dans cet arrêté 6, vous avez la proposition Nussbaumer à l'article 1 alinéa 3. Comme il l'a annoncé à plusieurs reprises, le Conseil fédéral procèdera en automne à une analyse détaillée des coûts et des bénéfices d'une participation suisse au prochain programme Erasmus plus et fixera, le cas échéant, les orientations d'un mandat de négociation pour une éventuelle association au programme.

Contrairement à Horizon, l'Union européenne n'a pas donné d'assurance concernant la clé de calcul pour évaluer la part que devrait verser un Etats tiers en cas d'association au programme. C'est une clé qui doit encore faire l'objet d'une décision formelle. La clé dénommée "pay as you go", vraisemblablement applicable à la recherche, permet, elle, de calculer une contribution, ceci également grâce à l'association actuelle au programmes de recherche. Pour Erasmus, si certaines estimations peuvent être possibles, elles restent extrêmement aléatoires et ne permettent pas la rédaction d'un message à l'heure actuelle. Aussi, le Conseil fédéral part-il du principe qu'il n'y aura pas assez de temps pour finaliser une association à Erasmus plus 2021–2027 dès le début du programme, c'est-à-dire dès le tout début de 2021.

Je vous rappelle quand même, à titre d'information, que, selon les premières estimations qui sont, je le répète, aléatoires, une association à Erasmus 2021–2027 coûterait entre 1,1 milliard de francs et 1,4 milliard de francs répartis sur sept ans. A l'heure actuelle, vu les paramètres connus, le Conseil fédéral rejette donc la proposition Nussbaumer.

Je tiens à vous donner quand même quelques informations complémentaires. Le Conseil fédéral a toujours affirmé son intérêt pour l'association de la Suisse au programme d'éducation de l'Union européenne, et, comme vous le savez, le Parlement a également demandé une ouverture de

AB 2020 N 1533 / BO 2020 N 1533

négociations sur l'association à Erasmus 2021–2027. Il s'agit de la motion 17.3630. Je viens de vous l'expliquer, la réalisation de cet objectif dépend aussi, dans une large mesure, de considérations relatives à la viabilité financière d'une association, et au développement des relations générales entre la Suisse et l'Union européenne. Dans le programme d'éducation de l'Union européenne, contrairement à ce qui figure dans les programmes-cadres de recherche, il n'y a pas de pression temporelle pour une poursuite sans faille d'une participation associée de la Suisse. Une entrée dans le programme pourrait tout aussi bien avoir lieu à une date ultérieure. D'ici là, la poursuite de la solution qui existe aujourd'hui – la fameuse solution suisse – serait dans tous les cas assurée. En outre, encore une fois, les conditions d'association au programme de l'Union européenne en matière d'éducation, l'intérêt des acteurs de l'éducation, le potentiel de participation, la clé de contribution, sont actuellement moins clairs que dans les programmes-cadres de recherche. Finalement, il n'est pas opportun d'insérer une consigne procédurale dans une décision de financement, comme le propose M. Nussbaumer. Une proposition semblable avait d'ailleurs été soumise lors de la délibération au sein de la Commission des finances du Conseil national, puis elle avait été retirée. En outre, cela pourrait affaiblir la position de négociation de la Suisse si le Parlement devait exiger un message d'association sans condition. C'est dans ce sens-là – et seulement dans ce sens-là –, qu'il faut comprendre le rejet de la proposition Nussbaumer par le Conseil fédéral.

Concernant le postulat de la commission 20.3928, qui demande une feuille de route, le Conseil fédéral considère que l'encouragement de la coopération et de la mobilité internationale en matière de formation est vital pour l'espace de formation de notre pays. C'est pourquoi il est actuellement en train d'évaluer les opportunités d'une association au prochain programme Erasmus plus de l'Union européenne, comme nous l'avons déjà annoncé à plusieurs reprises, et conformément au mandat du Parlement. C'est dans le cadre de cette évaluation qu'il va procéder à une pesée de l'ensemble des intérêts, en tenant compte du contexte général des relations entre la Suisse et l'Union européenne.

Les discussions au niveau de l'Union européenne concernant le programme Erasmus plus 2021–2027 sur le cadre pluriannuel financier sont déjà avancées, mais, je l'ai dit tout à l'heure, il y a certains paramètres extrêmement importants pour la Suisse qui n'ont toujours pas été finalisés, notamment le budget définitif, la gestion du programme ainsi que les modalités d'association pour les Etats tiers. Ces paramètres, pour pouvoir entamer une négociation sérieuse, sont nécessaires. Toutefois, il doit néanmoins être possible de procéder à une évaluation globale des coûts et bénéfices qui tienne compte des aspects essentiels de contenus, qu'ils soient financiers ou politiques.

Je l'ai dit, sur le plan financier, sur la base des décisions de l'Union européenne prises en juillet de cette année, une contribution suisse pour la durée du programme, soit pour ces sept années, selon une clé de répartition basée sur le produit intérieur brut, peut être estimée à un montant oscillant entre 1,1 et 1,4 milliard de francs.



Ce chiffre reste – et j'insiste – une estimation qui n'est pas validée par l'Union européenne. Cela peut encore changer.

De façon générale, il faut aussi noter qu'une planification exacte du processus de préparation d'une association est actuellement très difficile.

Vous connaissez la situation des relations, sur le plan général, entre la Suisse et l'Union européenne. Elle peut avoir un impact sur différents dossiers. D'autre part, le calendrier de l'Union européenne pour la finalisation des paramètres de programmes est soumis lui aussi à des changements continuels et à des évolutions.

Malgré ces incertitudes, le Conseil fédéral entend prendre une décision de fond avant la fin de 2020, afin de pouvoir planifier les prochaines étapes. Il traitera en automne une note de discussion relative à la manière de procéder en vue d'une éventuelle association et, le cas échéant, il préparera ensuite un mandat de négociation qui pourrait être finalisé au début de 2021. Naturellement, les commissions concernées seront informées et consultées à propos de ce mandat de négociation.

Le Conseil fédéral soumettra aussi, au cours du premier semestre 2021, un rapport sur l'état du dossier au Parlement comprenant un plan exposant les étapes à suivre. Les résultats importants de l'évaluation effectuée jusqu'ici figureront aussi dans ce rapport. C'est dans ce sens que le Conseil fédéral vous propose d'accepter le postulat 20.3928 de la commission.

Pour le projet 7, "Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour les institutions chargées d'encourager la recherche pendant les années 2021 à 2024", le Conseil fédéral vous propose d'en rester à sa version et de suivre la minorité I (Siegenthaler) de la Commission des finances.

Concernant les académies: par rapport à la période en cours, soit 2017 à 2020, le Conseil fédéral a prévu d'augmenter les crédits pour les académies de 4,7 millions de francs. Aucune nouvelle tâche ne leur est attribuée. Les mandats expressément prévus dans le message sont intégralement financés, y compris les tâches supplémentaires. La planification des crédits a été établie sur la base des besoins effectifs ressortant de la planification pluriannuelle. La base de planification pour toutes les institutions était le budget 2020 du Conseil fédéral. Il y a suffisamment de moyens disponibles pour exécuter les tâches prévues dans la loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation.

Concernant la numérisation des collections de sciences naturelles, le Conseil fédéral s'est déjà exprimé sur le sujet dans sa réponse au postulat Germann 19.3593, "Numérisation des collections de sciences naturelles au profit des chercheurs suisses". Le thème est d'importance. Cependant, il faut d'abord un concept national clair pour pouvoir le traiter; il faut une expertise. C'est la seule tâche qui relève effectivement des académies. Un total de 83 pour cent des collections de sciences est réparti dans divers musées. Seuls 17 pour cent se trouvent dans les institutions du domaine des hautes écoles. De plus, seule une partie de ces objets de collection est pertinente pour la recherche, et la responsabilité des objets de collection relève des directions, des institutions et des organes responsables. La Confédération, naturellement, est responsable de ce qui concerne le domaine des écoles polytechniques fédérales et le domaine des musées fédéraux. Il s'agit ici de ne pas créer de nouvelles tâches permanentes pour la Confédération, avec les conséquences financières que cela suppose.

Concernant le projet d'arrêté fédéral 8, relatif à Innosuisse, le Conseil fédéral vous propose d'en rester à ses propositions et de rejeter les propositions de la majorité et celle de la minorité II (Keller Peter). Il faut bien voir que, par rapport à la période 2017–2020 en cours, les moyens prévus pour Innosuisse ont été augmentés d'environ 100 millions de francs. Les moyens proposés s'appuient sur la planification pluriannuelle, et sur les valeurs passées concernant l'évolution du volume des requêtes – l'évolution de la demande. Le Conseil fédéral, en tant que propriétaire, va continuer d'observer la situation, et il en rendra compte au Parlement. Le message FRI, en tant que tel, ne devrait pas contenir de programme conjoncturel. Dans la situation actuelle, en revanche, le Conseil fédéral examine d'autres mesures, dont un programme spécial d'impulsion à l'innovation. Le Parlement, le cas échéant, sera appelé à se prononcer sur cet objet en temps voulu, mais en dehors du programme FRI.

Concernant le projet d'arrêté fédéral 10, relatif aux établissements de recherche d'importance nationale, le Conseil fédéral vous demande de rejeter la proposition de la majorité de la Commission des finances et d'accepter la proposition de la minorité I (Siegenthaler) et de la minorité II (Keller Peter) ainsi que celle du Conseil fédéral. De manière générale, le Parlement vote un plafond de dépenses quadriennal. Les subventions sont versées sur la base d'une procédure de requête. Le département alloue les subventions en se fondant sur un examen approfondi des faits, et en respectant le principe de l'égalité de traitement.

Le message FRI présente les priorités de l'encouragement; le montant proposé par le Conseil fédéral est considéré comme



AB 2020 N 1534 / BO 2020 N 1534

suffisant. Si on prend les centres de compétences technologiques, le Conseil fédéral place déjà dans le message FRI la priorité absolue sur lesdits centres. Des moyens supplémentaires ne sont donc pas nécessaires. Concernant les différents autres secteurs – Institut tropical, Archives Gosteli, etc., 3RCC –, il faut voir que le Parlement ne se prononce pas sur des requêtes isolées. Le Conseil fédéral reconnaît l'importance de toutes ces thématiques et de ces institutions. Il ne remet pas en question la qualité de leur travail, cela doit être dit à cette tribune.

Concernant le dossier 3RCC et la consolidation du Centre de compétences national 3R qui a été mis sur pied avec succès au cours de la période actuelle, il y a un examen effectué par un programme national de recherche visant à renforcer le développement de méthodes 3R et à élargir la recherche dans ce domaine. Dans ce cadre-là, nous vous demandons d'en rester à la position du Conseil fédéral.

Cela répond en même temps à la proposition Roduit qui prévoyait d'aller dans le sens d'attributions plus spécifiques de moyens financiers.

Concernant le postulat 20.3927 de la CSEC-N, "Pas de suppression des contributions fédérales en faveur des établissements de recherche d'importance nationale", certaines institutions de recherche sont étroitement associées à une université cantonale; elles collaborent étroitement avec les hautes écoles, et cela rend difficile la distinction entre, d'une part, le financement fédéral direct qui est octroyé au titre de l'article 15 de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation – la LERI – et, d'autre part, le financement fédéral indirect au travers de la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles – la LEHE. Dans ce contexte, le Conseil fédéral explique dans le message FRI qu'il veut examiner, au cours de la période 2021–2024, un éventuel financement dégressif à moyen terme, mais qui sera réalisé progressivement jusqu'en 2028. Le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat de la commission. Il présentera un rapport qui rendra compte de cet examen sous la forme d'un état des lieux et de variantes, d'ici mi-2022. Je rappelle que le Conseil fédéral avait déjà proposé d'accepter un postulat identique de la commission homologue du Conseil des Etats.

Voilà ce que je voulais dire sur ces différents dossiers. Pour les autres, les projets de loi, il n'y a pas de contestation. Je vous demande d'en rester au projet qui vous est soumis.

Fischer Roland (GL, LU): Herr Bundesrat, Sie haben zu Erasmus plus ausgeführt, dass Sie bis jetzt noch keine Botschaft vorgelegt hätten, weil noch nicht alle Informationen vorlägen und die Rahmenbedingungen noch nicht klar seien.

Können Sie uns aber versichern, dass Sie, sobald dies klar ist, uns eine Botschaft vorlegen und so den Willen des Parlamentes für eine Vollassoziierung an Erasmus plus umsetzen werden?

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Merci pour la question. Oui, Monsieur le conseiller national, le Conseil fédéral, dès que les choses auront été clarifiées, s'occupera de la question du mandat de négociation. Mais pour que la procédure soit claire et correcte, il faut que toutes les données soient sur la table. Avant que le Conseil fédéral puisse prendre une décision sur un éventuel mandat d'association, il faut qu'il en connaisse les conditions, éventuellement les variantes, et définisse de quelle manière nous allons négocier. Après, la procédure normale, ce serait de soumettre le mandat de négociation aux Commissions de politique extérieure – naturellement que la Commission de la science, de l'éducation et de la culture sera aussi informée sur le sujet – et, après, nous pourrions commencer les différentes négociations.

Je n'exclus pas qu'il y ait différentes variantes, une fois que nous connaîtrons exactement le cadre financier et, surtout, les conditions d'association fixées par l'Union européenne. Je l'ai dit: les discussions ont évolué au sein de l'Union européenne, mais il nous manque encore certains paramètres pour pouvoir, d'une part, délivrer un mandat de négociation et, d'autre part, rédiger un message.

Python Valentine (G, VD): Monsieur le conseiller fédéral, concernant le projet de coordination et d'impulsion du développement durable dans les hautes écoles, vous le rejetez en invoquant l'autonomie de ces institutions ainsi que le projet U Change s'adressant aux étudiants qui, selon vous, répondrait déjà largement à l'objectif de durabilité dans les hautes écoles. Or il s'agit d'un budget vraiment très modeste qui, par exemple, ne suffirait même pas à promouvoir la mobilité douce ou l'efficacité énergétique dans les campus. Ne pensez-vous pas qu'un soutien à ce projet serait l'occasion de répondre aux Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 dans ce secteur précis?

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Merci pour votre question. Je l'ai dit et le répète ici: cela a déjà fait l'objet d'une proposition semblable dans un autre domaine, celui des écoles polytechniques fédérales. L'autonomie



des institutions doit être garantie. Des moyens financiers sont accordés et les institutions font déjà énormément en la matière. Naturellement, des cahiers des charges sont définis. Il est important que cela reste de la compétence des différentes instances de la Conférence suisse des hautes écoles dans laquelle chacun, et notamment les cantons, peut s'exprimer.

Si on commence à faire des exceptions à un principe de base, on s'expose au risque – que le Conseil fédéral ne veut prendre – que finalement ce soit lui ou le Parlement qui oriente certaines décisions alors que, de notre point de vue, les différentes institutions doivent garder leur autonomie.

Nussbaumer Eric (S, BL): Herr Bundesrat, besten Dank für Ihre Ausführungen zum Bundesbeschluss 6 und damit auch zu meinem Einzelantrag. Es stehen zwei Fragen im Raum, die ich jetzt in einer einzigen Frage zusammenfasse: Sie beabsichtigen, zuerst eine Kosten-Nutzen-Analyse vorzulegen und dann die Finanzierungsbotschaft. Können Sie mir den Terminplan noch einmal bestätigen, wonach die Kosten-Nutzen-Analyse vonseiten des Bundesrates in diesem Herbst erscheint, umgehend gefolgt von der Finanzierungsbotschaft?

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Monsieur Nussbaumer, je ne peux pas vous dire à quelle date exactement sera publié un plan financier précis. Ce ne serait correct ni à l'égard du Conseil fédéral ni à l'endroit du Parlement de donner le renseignement aujourd'hui. Mais dès que les paramètres seront connus au niveau de l'Union européenne – et nous travaillons déjà sur le plan technique pour être prêts le cas échéant –, nous définirons les critères pour préparer le mandat de négociation. Ensuite, nous suivrons le processus normal. D'après les dernières informations qui m'ont été communiquées, il y a eu des progrès au niveau de l'Union européenne concernant le cadre général du dossier Erasmus. Mais, je le répète, il manque certains paramètres précis pour savoir à quelles conditions la Suisse pourrait être associée. On ne sait pas par exemple s'il s'agirait d'une association complète, ni quelle serait la clé de répartition qui serait accordée. Dès que cela sera connu, nous viendrons vous informer.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je souhaite un joyeux anniversaire à notre collègue, Mme Sandra Locher Benguerel. (*Applaudissements*)

Locher Benguerel Sandra (S, GR): Ich habe eine Frage zum Kommissionspostulat 20.3928 zur Roadmap: In der Stellungnahme schreibt der Bundesrat – Sie haben das auch ausgeführt –, dass der Bundesrat einen Bericht vorlegen werde. Mir ist nun nicht ganz klar, was unter diesem Bericht zu verstehen ist. Handelt es sich dabei um eine Botschaft?

Handelt es sich bei diesem Bericht, bei diesem Rapport, den der Bundesrat der Kommission vorlegen will, um eine Botschaft über die Vollassoziierung an Erasmus plus?

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Le moment venu, c'est-à-dire une fois que les paramètres seront connus, un mandat de négociation devra être adopté, soumis au Conseil fédéral et aux chambres. Ensuite, nous entamerons les négociations. Le cas échéant, nous rédigerons un message, mais

AB 2020 N 1535 / BO 2020 N 1535

sur la base de paramètres connus et clairement définis. Je ne peux pas exclure, en fonction des conditions ou des exigences de l'Union européenne, que, par exemple, certains paramètres ne puissent pas être respectés ou que le Conseil fédéral ne souhaite pas aller aussi loin. Le cas échéant, de toute façon le Parlement sera informé et associé aux décisions.

Roduit Benjamin (M-CEB, VS): Monsieur le conseiller fédéral, à la lumière des explications que vous avez données au sujet de la priorité à accorder aux établissements qui effectuent des activités de transfert technologique, je vais retirer ma proposition au projet 10.

Cependant, j'ai une question concrète: si le Parlement devait accepter l'augmentation de 28 millions de francs, vous avez remarqué que le Conseil des Etats demande que cette augmentation soit spécifiquement attribuée aux centres de transfert technologique, alors que la commission du Conseil national demande une répartition sur l'ensemble des trente établissements d'importance nationale. Comment allez-vous trancher, et que va-t-il se passer pour les établissements mixtes, à savoir ceux qui ont des activités de recherche et de transfert technologique?

Parmelin Guy, conseiller fédéral: C'est une bonne question, Monsieur le conseiller national Roduit. Je l'ai dit, l'analyse qui doit être faite par le Conseil suisse de la science doit se faire de manière approfondie avec des paramètres objectifs pour ces différents aspects. C'est ce qui va se faire. On doit encore vérifier – je l'ai dit aussi



–, dans certains cas, qu'il n'y ait pas de doublons. Vous pensez à des institutions comme l'Idiap, naturellement, qui est sur la liste en tant que représentant du canton du Valais, et qui est une excellente institution. Mais, encore une fois, ce sont des analyses très poussées et très fondées qui déterminent le droit à l'appui ou non. C'est une compétence qui reste, en principe, au niveau du département. Mais naturellement, cette analyse doit se faire uniquement sur des critères objectifs. Et c'est ce qui sera fait.

Markwalder Christa (RL, BE): Herr Bundesrat, ich gehöre zur ersten Erasmus-Generation und konnte ein Semester in Nijmegen studieren. Sind Sie nicht auch der Meinung, dass wir den künftigen Generationen die Chance eines solchen Austausches wieder ermöglichen sollten?

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Madame Markwalder, il faut que les paramètres soient clairement annoncés – je l'ai dit –, clairement fixés aussi par l'Union européenne pour que nous puissions négocier et voir si ces paramètres entrent dans le cadre défini par le Conseil fédéral. Ensuite, il faut trouver une majorité au Parlement. Dans la mesure du possible, nous essayerons de faire en sorte qu'il puisse y avoir une association. Mais, je le répète, pour pouvoir discuter et négocier, il faut connaître les règles dès le départ. Il serait illogique et incompréhensible que nous vous présentions le mandat de négociation puis que, par exemple, dans une deuxième phase, on soit obligé de vous dire que, bien que les paramètres soient connus, les coûts d'une association ont doublé. Ce serait incorrect. Il faut le savoir avant de négocier. Mais nous ferons une analyse objective, et, dans la mesure du possible, nous essayerons de faire en sorte qu'il y ait une association.

Fivaz Fabien (G, NE), pour la commission: Nous sommes donc au bloc 2. Il y a, comme au bloc 1, les minorités Keller Peter qui proposent que les montants soient plafonnés, de même que les minorités Grin qui proposent dans un certain nombre de projets que les blocages de certains crédits, tels qu'ils ont été supprimés par le Conseil des Etats, ne le soient pas. Je ne reviendrai pas en détail sur ces propositions, cela concerne plusieurs projets; on en a déjà discuté et cela a d'ailleurs été refusé dans le cadre du bloc 1.

Dans le détail, au projet 5 – il s'agit de l'arrêté fédéral relatif aux crédits alloués en vertu de la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles –, à l'article 4, "Contributions liées à des projets", la majorité de la commission vous propose d'augmenter le crédit de 5 millions de francs, afin de développer le domaine de l'aménagement du territoire au sein des hautes écoles. C'est le pendant de l'augmentation que vous avez acceptée au bloc 1 pour le projet 4 concernant le domaine des EPF.

Dans ce cadre-là, une minorité Python de la CSEC et une minorité Dandrès de la Commission des finances proposent d'augmenter le crédit de 12 millions de francs pour des projets dans le domaine de la durabilité. Il faut noter que ces deux minorités ne sont pas incompatibles avec la proposition de la majorité et qu'elles ne doivent donc pas lui être opposées.

Une minorité Keller Peter propose de ne pas augmenter le montant et d'en rester à la version du Conseil des Etats et du Conseil fédéral.

Au projet 6, soit l'arrêté fédéral ouvrant les crédits pour la coopération internationale en matière d'éducation, il n'y a pas de proposition de la CSEC. Par contre, une proposition Atici prévoit d'augmenter de 41,1 millions de francs le montant affecté aux activités des programmes internationaux de mobilité et de coopération.

Concernant ce projet, vous êtes également en présence d'un postulat de la commission qui demande au Conseil fédéral de présenter au Parlement une feuille de route pour une association aux programmes internationaux en matière de coopération et de mobilité internationales qui succéderont à Erasmus plus.

La proposition Nussbaumer propose d'ajouter un nouvel alinéa 3 à l'article 1, demandant au Conseil fédéral de soumettre un message relatif au financement de la participation de la Suisse au programme Erasmus. Cette proposition n'a pas été discutée en commission mais elle rejoint les préoccupations du postulat.

Au projet 10, "Arrêté fédéral ouvrant des crédits en faveur d'établissements de recherche d'importance nationale pour les années 2021–2024", nous sommes en présence d'une proposition visant à augmenter de 12 millions de francs les crédits destinés à la recherche 3R – remplacement, réduction et raffinement dans le domaine des expérimentations animales –, que la commission vous propose d'accepter.

Le Conseil des Etats a décidé d'octroyer 28 millions de francs supplémentaires au centre de compétence technologique, spécifiquement pour les centres financés en vertu de l'article 15 alinéa 3 lettre c de la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI). La commission vous propose d'accepter cette augmentation, mais que l'enveloppe soit étendue à l'ensemble des établissements concernés par l'article 15 alinéa 3.

La proposition Roduit a été retirée.

Je l'ai déjà dit lors du débat d'entrée en matière, les propositions visant à attribuer à telle ou telle lettre ces 28 millions de francs ne font pas l'objet d'une modification formelle de la loi et ne peuvent donc pas être traitées



par les conseils dans le cadre de l'élimination des divergences. C'est donc une indication que nous donnons au Conseil fédéral pour qu'il fasse de son mieux pour concilier les souhaits des uns et des autres. Il a d'ailleurs indiqué précédemment, dans son intervention, comment il entend faire pour régler cette problématique. Il existe encore deux minorités dans ce projet 10, les minorités I (Siegenthaler) et II (Keller Peter), qui proposent d'en rester au projet initial du Conseil fédéral et donc de ne pas augmenter le crédit de 28 millions de francs. Nous sommes enfin en présence d'un postulat de commission qui charge le Conseil fédéral de clarifier les canaux et la base légale qu'il entend utiliser pour verser les contributions prévues à l'article 15 LERI dès 2025. Le Conseil des Etats a déposé le même postulat. Si nous le déposons également ici et vous proposons de l'accepter, c'est pour que notre commission puisse suivre le dossier.

Kutter Philipp (M-CEB, ZH), für die Kommission: Wir sind hier bei Block 2, und ich erlaube mir ebenfalls einige Bemerkungen zu den einzelnen Anträgen.

Beim Bundesbeschluss 5, also beim Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz, stehen zwei Krediterhöhungen im

AB 2020 N 1536 / BO 2020 N 1536

Bereich der projektgebundenen Beiträge zur Diskussion. Die Mehrheit beantragt, den Kredit um 5 Millionen Franken zu erhöhen, um damit die Forschung im Bereich der Raumplanung zu verstärken. Die Minderheit I (Python) möchte den Kredit um 12 Millionen erhöhen, zugunsten der nachhaltigen Entwicklung. Die Minderheit II (Keller Peter) beantragt, den Kredit auf dem Niveau des Beschlusses des Ständerates zu belassen.

Bei allem Verständnis für die inhaltlichen Anliegen sind die Bedenken des Bundesrates sicher nachvollziehbar. Das Parlament muss achtgeben, dass es die Autonomie der Hochschulen respektiert und sich nicht im Mikromanagement verliert.

Beim Bundesbeschluss 6, wo es um die internationale Mobilität und Zusammenarbeit geht, ist das Thema Erasmus plus nicht in der Botschaft enthalten, aber es steht hier zur Diskussion. Die BFI-Botschaft beinhaltet nicht die Finanzen, die für eine Beteiligung an den EU-Programmen Erasmus plus oder Horizon Europe notwendig wären. Zu Horizon hat der Bundesrat eine separate Botschaft vorgelegt, sie ist zurzeit im Ständerat in Behandlung und wird anschliessend bei uns zur Behandlung stehen. Bei Erasmus plus verfolgt der Bundesrat zurzeit eine Doppelstrategie: Er stärkt einerseits die Schweizerische Stiftung für Austausch und Mobilität, bekannt unter dem Namen Movetia; wir werden später an diesem Vormittag darüber beraten. Gleichzeitig möchte er mit der EU weiterverhandeln.

Die Mehrheit der WBK-N hat den Eindruck, dass der Bundesrat diese Verhandlungen allenfalls noch etwas kräftiger vorantreiben könnte und dass er die aussenpolitischen Auswirkungen einer Nichtteilnahme entsprechend gewichten soll. Sie hat deshalb das Postulat 20.3928 eingereicht, mit welchem der Bundesrat beauftragt wird, eine Roadmap für eine Assoziierung bei internationalen Programmen im Bereich Zusammenarbeit und Mobilität vorzulegen.

Den Einzelantrag Nussbaumer haben wir in der Kommission nicht diskutiert. Man kann aber sicher sagen, dass er das gleiche Grundanliegen verfolgt wie die WBK-N.

Neben dem Postulat der WBK gibt es hier noch zwei Minderheiten: Die Minderheit I (Keller Peter) will den Kredit reduzieren, die Minderheit II (Atici) möchte ihn erhöhen. Im Namen der Mehrheit beantrage ich Ihnen, beide Minderheitsanträge abzulehnen.

Beim Bundesbeschluss 10 zu den Forschungseinrichtungen von nationaler Bedeutung beantragt die Kommission mit 18 zu 6 Stimmen eine Erhöhung des Zahlungsrahmens. Damit soll die Forschung im Bereich der Tierversuche verstärkt werden bzw. sollen Verfahren entwickelt werden, die ohne Tierversuche auskommen. Dort hat es noch im Detail eine gewisse Diskussion gegeben. Mit Stichentscheid des Präsidenten beantragt die Kommission, das Geld einer breiteren Gruppe von Institutionen zur Verfügung zu stellen.

Kollege Nationalrat Roduit wollte dies mit einem Einzelantrag teilweise rückgängig machen. Diesen Antrag hat Monsieur Roduit zurückgezogen, und wir können hier sicher zur Kenntnis nehmen, dass Herr Bundesrat Parmelin zu Protokoll gegeben hat, dass für die Verwendung der Kredite objektive Kriterien gelten sollen und dass sie denjenigen Institutionen zur Verfügung gestellt werden sollen, die tatsächlich Technologietransfer durchführen.

Im Namen der Mehrheit der Kommission beantrage ich Ihnen, den Anträgen der Mehrheit zu folgen und dem Paket insgesamt zuzustimmen.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La parole est à M. Nussbaumer, pour une déclaration personnelle.



Nussbaumer Eric (S, BL): Nach den ausführlichen Diskussionen um die Fragestellungen, wann es die Evaluation, wann das Verhandlungsmandat und wann die Finanzierungsbotschaft zu Erasmus plus gibt, ziehe ich meinen Antrag zurück. Dies verbinde ich mit der Bemerkung, dass ich Vertrauen in den Bundesrat habe, dass er diese Evaluation rechtzeitig vorlegt – also diesen Herbst, wenn die EU-Gelder gesprochen sind – und in der Folge auch entsprechende Konsultationen in den Kommissionen macht, damit wir den Erasmus-Entscheid dann zügig fällen können.

12. Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich

12. Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I-III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I-III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.028/21179)

Für Annahme des Entwurfes ... 192 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

13. Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und der Innovation

13. Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. I Art. 33 – Ch. I art. 33

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21180)

Für Annahme der Ausgabe ... 195 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)



*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 20.028/21181)
Für Annahme des Entwurfes ... 193 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

14. Bundesgesetz über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten Berufen

14. Loi fédérale portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications

AB 2020 N 1537 / BO 2020 N 1537

professionnelles dans le cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 20.028/21182)
Für Annahme des Entwurfes ... 192 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(1 Enthaltung)

5. Bundesbeschluss über die Kredite nach dem Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz in den Jahren 2021–2024

5. Arrêté fédéral relatif aux crédits alloués en vertu de la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles pendant les années 2021–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag FK-N/WBK-N
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition CdF-N/CSEC-N
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

... ein Zahlungsrahmen von 2814,4 Millionen Franken bewilligt.

Art. 1

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Un plafond de dépenses de 2814,4 millions de francs ...

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21183)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 48 Stimmen

(1 Enthaltung)

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21184)

Für Annahme der Ausgabe ... 146 Stimmen

Dagegen ... 49 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

... ein Zahlungsrahmen von 2207,4 Millionen Franken bewilligt.

Art. 2

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Un plafond de dépenses de 2207,4 millions de francs ...

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21185)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 142 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21186)
Für Annahme der Ausgabe ... 145 Stimmen
Dagegen ... 48 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise

Art. 3

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Proposition CdF-N/CSEC-N
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21187)
Für Annahme der Ausgabe ... 147 Stimmen
Dagegen ... 48 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise

Art. 4

Antrag der Mehrheit FK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Dandrès, Andrey, Atici, Brélaz, Egger Kurt, Gysi Barbara, Schneider Schüttel, Weichelt-Picard, Widmer Céline)

Abs. 1

... ein Verpflichtungskredit von 135,7 Millionen Franken bewilligt.
(plus 12 Millionen für die nachhaltige Entwicklung)

Antrag der Mehrheit WBK-N

Abs. 1

... ein Verpflichtungskredit von 128,7 Millionen Franken bewilligt.
(plus 5 Millionen für die Raumplanung)

AB 2020 N 1538 / BO 2020 N 1538

Antrag der Minderheit I WBK-N

(Python, Aebischer Matthias, Atici, Fivaz Fabien, Locher Benguerel, Piller Carrard, Reynard, Rytz Regula, Schneider Meret)

Abs. 1

... wird ein Verpflichtungskredit von 135,7 Millionen Franken bewilligt.
(plus 12 Millionen für die nachhaltige Entwicklung)



Antrag der Minderheit II WBK-N

(Keller Peter, Gafner, Gutjahr, Haab, Herzog Verena, Huber, Kutter, Stadler, Umbricht Pieren)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 4

Proposition de la majorité CdF-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité CdF-N

(Dandrès, Andrey, Atici, Brélaz, Egger Kurt, Gysi Barbara, Schneider Schüttel, Weichelt-Picard, Widmer Céline)

Al. 1

Un crédit d'engagement de 135,7 millions de francs ...
(plus 12 millions pour le développement durable)

Proposition de la majorité CSEC-N

Al. 1

Un crédit d'engagement de 128,7 millions de francs ...
(plus 5 millions pour l'aménagement du territoire)

Proposition de la minorité I CSEC-N

(Python, Aebischer Matthias, Atici, Fivaz Fabien, Locher Benguerel, Piller Carrard, Reynard, Rytz Regula, Schneider Meret)

Al. 1

Un crédit d'engagement de 135,7 millions de francs ...
(plus 12 millions pour le développement durable)

Proposition de la minorité II CSEC-N

(Keller Peter, Gafner, Gutjahr, Haab, Herzog Verena, Huber, Kutter, Stadler, Umbricht Pieren)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

La présidente (Moret Isabelle, présidente): A l'alinéa 1, la majorité de la CSEC et les minorités Dandrès de la CdF et I (Python) de la CSEC veulent augmenter des rubriques différentes du crédit d'engagement. Comme elles ne s'opposent pas entre elles, je vais donc les opposer les unes après les autres aux propositions de la majorité de la CdF et de la minorité II (Keller Peter) de la CSEC.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21188)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/Minderheit II WBK-N ... 110 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit WBK-N ... 84 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21189)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/Minderheit II WBK-N ... 121 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N/Minderheit I WBK-N ... 69 Stimmen

(4 Enthaltungen)

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21190)

Für Annahme der Ausgabe ... 193 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

(1 Enthaltung)



*Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise*

Art. 5, 6

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.028/21191)

Für Annahme des Entwurfes ... 190 Stimmen

Dagegen ... 2 Stimmen

(1 Enthaltung)

6. Bundesbeschluss über die Kredite für die internationale Zusammenarbeit in der Bildung und für Stipendien an ausländische Studierende und Kunstschaffende in den Jahren 2021–2024

6. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour la coopération internationale en matière d'éducation et pour les bourses allouées à des étudiants et artistes étrangers pendant les années 2021–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1 Bst. a

a. ... in der Bildung: 162,4 Millionen Franken;

Antrag der Minderheit II FK-N

(Atici, Andrey, Brélaz, Dandrès, Egger Kurt, Gysi Barbara, Schneider Schüttel, Weichelt-Picard, Widmer Céline)

Abs. 1 Bst. a

a. ... in der Bildung: 240 Millionen Franken;

Antrag der Minderheit FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1 Bst. b

b. ... Kooperationen: 23,7 Millionen Franken.

*Antrag Nussbaumer**Abs. 3*

In Erfüllung der überwiesenen Motion 17.3630, "Vollasoziiierung an Erasmus plus ab 2021", unterbreitet der Bundesrat der Bundesversammlung nach der Bereinigung des mehrjährigen Finanzrahmens 2021–2027 in der EU eine Finanzierungsbotschaft für die Teilnahme als Erasmus-Programmland gemäss Artikel 3 Absatz 1 des Bundesgesetzes über die internationale Zusammenarbeit im Bereich der Bildung, der Berufsbildung, der Jugend und der Mobilitätsförderung.

Schriftliche Begründung

In der BFI-Botschaft 2021–2024 verweist der Bundesrat auf vier EU-Kooperationsprogramme (Horizon Europe, Erasmus plus, Digital Europe und Copernicus), welche für die Schweiz im Bereich Bildung, Forschung und Innovation bedeutungsvoll sind. Zeitlich ist es dieses Jahr so, dass zeitgleich mit

AB 2020 N 1539 / BO 2020 N 1539

dem BFI-Rahmenkredit auch über die Assoziierung an diesen Programmen entschieden werden muss, da diese europäischen Programme für die Laufzeit 2021–2027 konzipiert sind. Dem Parlament wurde daher die Finanzierungsbotschaft 20.052 zur Beteiligung an Horizon Europe und an Digital Europe mit geschätzten Gesamtkosten von 6,15 Milliarden Franken bereits im Mai überwiesen. Noch immer ausstehend ist die Finanzierungsbotschaft zur Teilnahme am Bildungsprogramm Erasmus plus. Das Parlament hat den Bundesrat aber bereits 2017 mit der Motion 17.3630 beauftragt, die volle Assoziierung ab 2021 anzustreben, da die gesetzlichen Grundlagen vorliegen. Es ist daher im Bundesbeschluss 6 zur Förderung der Bildung, Forschung und Innovation verbindlich festzuhalten, dass die Finanzierungsbotschaft unmittelbar nach der Genehmigung des siebenjährigen Budgetrahmens in der EU, noch in diesem Jahr an die Bundesversammlung zu überweisen ist. Über die Beauftragung zur Beteiligung am vierten Programm Copernicus kann sich das Parlament bei der Beratung der Motion Romano 18.4131 demnächst äussern. Zu diesem Programm hat der Bundesrat, im Gegensatz zu Erasmus plus, keinen parlamentarischen Handlungsauftrag.

Art. 1*Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N**Al. 1, 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Al. 1 let. a

a. un montant de 162,4 millions de francs ...

Proposition de la minorité II CdF-N

(Atici, Andrey, Brélaz, Dandrès, Egger Kurt, Gysi Barbara, Schneider Schüttel, Weichelt-Picard, Widmer Céline)

Al. 1 let. a

a. un montant de 240 millions de francs ...

Proposition de la minorité CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Al. 1 let. b

b. un montant de 23,7 millions de francs ...

*Proposition Nussbaumer**Al. 3*

En exécution de la motion 17.3630, "Association à part entière de la Suisse au programme Erasmus plus à partir de 2021", le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale, une fois le cadre financier pluriannuel 2021–2027 finalisé au sein de l'UE, un message relatif au financement de la participation de la Suisse au programme Erasmus, conformément à l'article 3 alinéa 1 de la loi fédérale relative à la coopération internationale en matière d'éducation, de formation professionnelle, de jeunesse et de mobilité.



Abs. 1 Bst. a – Al. 1 let. a

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21192)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 142 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I FK-N ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21193)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 127 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II FK-N ... 69 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 1 Bst. b – Al. 1 let. b

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21194)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 53 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abs. 1 – Al. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21195)

Für Annahme der Ausgabe ... 145 Stimmen

Dagegen ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition individuelle Nussbaumer a été retirée.

Art. 2

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Grin, Dettling, Feller, Gmür Alois, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Siegenthaler, Strupler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité CdF-N

(Grin, Dettling, Feller, Gmür Alois, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Siegenthaler, Strupler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21197)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 119 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 75 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 3

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1

... ein Verpflichtungskredit von 39,3 Millionen Franken bewilligt.

Art. 3

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Al. 1

Un crédit d'engagement de 39,3 millions de francs ...

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21198)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2020 N 1540 / BO 2020 N 1540

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21199)

Für Annahme der Ausgabe ... 144 Stimmen

Dagegen ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 4, 5

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.028/21200)

Für Annahme des Entwurfes ... 142 Stimmen

Dagegen ... 51 Stimmen

(2 Enthaltungen)



7. Bundesbeschluss über die Kredite für die Institutionen der Forschungsförderung in den Jahren 2021–2024

7. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour les institutions chargées d'encourager la recherche pendant les années 2021–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I FK-N

(Siegenthaler, Bourgeois, Dettling, Farinelli, Feller, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit II FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

... von 4601,4 Millionen Franken bewilligt.

Art. 1

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I CdF-N

(Siegenthaler, Bourgeois, Dettling, Farinelli, Feller, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité II CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Un plafond de dépenses de 4601,4 millions de francs ...

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le vote vaut également pour l'article 2 alinéa 1 lettre d.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21201)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 116 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I FK-N ... 80 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21202)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II FK-N ... 55 Stimmen

(1 Enthaltung)



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21203)

Für Annahme der Ausgabe ... 143 Stimmen

Dagegen ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I FK-N

(Siegenthaler, Bourgeois, Dettling, Farinelli, Feller, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

Abs. 1 Bst. d

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit II FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1 Bst. d

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I CdF-N

(Siegenthaler, Bourgeois, Dettling, Farinelli, Feller, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

Al. 1 let. d

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité II CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Al. 1 let. d

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Adopté selon la proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Art. 3

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Grin, Dettling, Feller, Gmür Alois, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Siegenthaler, Strupler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 3

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité CdF-N

(Grin, Dettling, Feller, Gmür Alois, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Siegenthaler, Strupler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

AB 2020 N 1541 / BO 2020 N 1541

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21204)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 121 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 75 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 4, 5

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.028/21205)

Für Annahme des Entwurfes ... 140 Stimmen

Dagegen ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

8. Bundesbeschluss über die Finanzierung der Tätigkeiten der Innosuisse in den Jahren 2021–2024

8. Arrêté fédéral sur le financement des activités d'Innosuisse pendant les années 2021–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I FK-N

(Siegenthaler, Bourgeois, Dettling, Farinelli, Feller, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit II FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1

... von 1015,6 Millionen Franken bewilligt.



Art. 1

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I CdF-N

(Siegenthaler, Bourgeois, Dettling, Farinelli, Feller, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité II CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Al. 1

Un plafond de dépenses de 1015,6 millions de francs

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21206)

Für den Antrag der Minderheit I FK-N ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II FK-N ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21207)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 112 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I FK-N ... 84 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21208)

Für Annahme der Ausgabe ... 143 Stimmen

Dagegen ... 53 Stimmen

(1 Enthaltung)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Grin, Dettling, Feller, Gmür Alois, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Siegenthaler, Strupler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité CdF-N

(Grin, Dettling, Feller, Gmür Alois, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Siegenthaler, Strupler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21209)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 74 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 3, 4

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.028/21210)

Für Annahme des Entwurfes ... 143 Stimmen

Dagegen ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

9. Bundesbeschluss über die Finanzierung des Betriebsaufwands der Stiftung "Switzerland Innovation" in den Jahren 2021–2024

9. Arrêté fédéral relatif au financement des charges de fonctionnement de la fondation "Switzerland Innovation" pendant les années 2021–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

AB 2020 N 1542 / BO 2020 N 1542

Art. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21211)

Für Annahme der Ausgabe ... 194 Stimmen

Dagegen ... 2 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 20.028/21212)
Für Annahme des Entwurfes ... 189 Stimmen
Dagegen ... 5 Stimmen
(1 Enthaltung)

10. Bundesbeschluss über die Kredite für Forschungseinrichtungen von nationaler Bedeutung in den Jahren 2021–2024

10. Arrêté fédéral ouvrant des crédits en faveur d'établissements de recherche d'importance nationale pour les années 2021–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit FK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I FK-N

(Siegenthaler, Bourgeois, Dettling, Farinelli, Feller, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit II FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag WBK-N

Abs. 1

... von 469,0 Millionen Franken bewilligt.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Roduit

Abs. 1

... von 469,0 Millionen Franken bewilligt.

Art. 1

Proposition de la majorité CdF-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité I CdF-N

(Siegenthaler, Bourgeois, Dettling, Farinelli, Feller, Gmür Alois, Grin, Gschwind, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Strupler)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité II CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition CSEC-N

Al. 1

Un plafond de dépenses de 469,0 millions de francs ...

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Roduit

Al. 1

Un plafond de dépenses de 469,0 millions de francs ...

Développement par écrit

Ce crédit vise spécifiquement à renforcer le soutien à la compétitivité de l'industrie en allouant aux centres qui ont une activité de transfert technologique davantage de ressources leur permettant de générer plus de projets d'innovation avec les entreprises sollicitant un appui technologique et de nouvelles compétences. Pour rappel:

1. Le Conseil des Etats a décidé le 17 juin 2020 de porter le crédit proposé par le Conseil fédéral pour les centres de compétences d'importance nationale (art. 15 LERI) de 418 millions à 457 millions de francs. Cette augmentation de 39 millions résulte de trois requêtes ciblées et acceptées par le Conseil des Etats par 31 voix sur 43, à savoir: 28 millions de francs pour les centres de compétences technologiques (art. 15 al. 3 let. c LERI), 7 millions de francs pour l'institut TPH de Bâle (art. 15 al. 3 let. b LERI) et 4 millions de francs pour le Gosteli-Archiv.

2. La commission du Conseil national a débattu de l'attribution ciblée des 28 millions de francs aux centres de compétences technologiques et a décidé de maintenir ce montant, mais, par la voix prépondérante de son président, de les attribuer à tous les centres de compétences d'importance nationale répertoriés à l'article 15 LERI et non de manière ciblée comme l'a voté le Conseil des Etats. Les centres de compétences d'importance nationale obtenant des subsides selon l'article 15 sont au nombre de 29 (état 2020).

La proposition individuelle permet d'intégrer les établissements répertoriés à l'article 15 alinéa 3 lettre b LERI (ex. IDIAP) qui ont une part d'activité de transfert technologique mais qui sont exclus de la décision du Conseil des Etats. Ce compromis, tout en respectant la décision du Conseil des Etats, évite que les subsides soient dilués sur l'ensemble des établissements répertoriés à l'article 15 LERI.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition individuelle Roduit à l'alinéa 1 a été retirée.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21214)

Für den Antrag WBK-N ... 181 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit FK-N ... 10 Stimmen

(1 Enthaltung)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21215)

Für den Antrag WBK-N ... 116 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I+II FK-N ... 79 Stimmen

(0 Enthaltungen)



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21216)

Für Annahme der Ausgabe ... 145 Stimmen

Dagegen ... 47 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

AB 2020 N 1543 / BO 2020 N 1543

Art. 2, 3

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.028/21217)

Für Annahme des Entwurfes ... 148 Stimmen

Dagegen ... 47 Stimmen

(1 Enthaltung)

11. Bundesbeschluss über die Kredite für die internationale Zusammenarbeit in Forschung und Innovation in den Jahren 2021–2024

11. Arrêté fédéral ouvrant des crédits pour la coopération internationale dans le domaine de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021–2024

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1

... wird um 16,6 Millionen Franken erhöht.

Art. 1

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Al. 1

... est augmenté de 16,6 millions de francs.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21218)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 144 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21219)

Für Annahme der Ausgabe ... 145 Stimmen

Dagegen ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21220)

Für Annahme der Ausgabe ... 143 Stimmen

Dagegen ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 3

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21221)

Für Annahme der Ausgabe ... 150 Stimmen

Dagegen ... 47 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 5

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 1

... ein Verpflichtungskredit von 53,2 Millionen Franken bewilligt.

Art. 5

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Al. 1

Un crédit d'engagement de 53,2 millions de francs ...

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21222)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 144 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21223)

Für Annahme der Ausgabe ... 144 Stimmen

Dagegen ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

AB 2020 N 1544 / BO 2020 N 1544

Art. 6

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Abs. 2

...

a. Verpflichtungskredit von 587,9 Millionen Franken ...



b. Verpflichtungskredit von 40,8 Millionen Franken ...

Art. 6

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité CdF-N

(Keller Peter, Dettling, Grin, Guggisberg, Nicolet, Strupler)

Al. 2

...

a. un crédit d'engagement de 587,9 millions de francs ...

b. un crédit d'engagement de 40,8 millions de francs ...

Abs. 2 Bst. a – Al. 2 let. a

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21224)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 141 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 55 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 2 Bst. b – Al. 2 let. b

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21225)

Für den Antrag der Mehrheit ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21226)

Für Annahme der Ausgabe ... 143 Stimmen

Dagegen ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 7

Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit FK-N

(Grin, Dettling, Feller, Gmür Alois, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Siegenthaler, Strupler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 7

Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité CdF-N

(Grin, Dettling, Feller, Gmür Alois, Guggisberg, Keller Peter, Nicolet, Siegenthaler, Strupler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.028/21227)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 75 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 8, 9

Antrag FK-N/WBK-N

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition CdF-N/CSEC-N

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.028/21228)

Für Annahme des Entwurfes ... 142 Stimmen

Dagegen ... 50 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté